Stéphane Gal

Lesdiguières

Prince des Alpes et connétable de France

Collection La Pierre et l'Écrit

Presses universitaires de Grenoble
BP 47 – 38040 Grenoble cedex 9

Tél. : 04 76 82 56 52 – pug@pug.fr / www.pug.fr

LESDIGUIÈRES TOUT COMPTE FAIT

« A brebis comptées, le loup en mange une. »

Proverbe du XVI^e siècle

Lorsque François de Bonne, duc de Lesdiguières et dernier connétable de France prend l'âme à Valence, le 28 septembre 1626, c'est pour ses héritiers le moment de procéder à l'évaluation et au partage de l'une des plus importantes fortunes du royaume. On ouvre les tiroirs et les coffres où le mort avait retranché ses secrets. Sa cassette personnelle n'échappe pas à l'inventaire¹. À l'intérieur cependant, nulle lettre intime, ni même aucun bijou précieux, le trésor de feu le connétable était constitué de 650 000 livres de bons, sous forme d'obligations et autres promesses de débiteurs, dont certaines sommeillaient depuis février 1568. François de Bonne n'avait alors que vingt-cinq ans ! La plupart de ces obligations concernaient des communautés villageoises du Champsaur et Gapençais, principalement Saint-Bonnet, Le Noyer, le Glaizil, Savournon, Tallard, Curbans... dont les créances envers leur seigneur, ou la mère de celui-ci, Françoise de Castellane « dame de Lesdiguières », s'élevaient à près de cent mille livres. Une somme pour ces petites communautés des montagnes du Dauphiné ! Lesdiguières réservait apparemment une place à part à son Champsaur natal auquel il accordait des délais de paiement exceptionnels. Des dettes en souffrance, différées, tolérées... certes ! mais dont il avait scrupuleusement conservé, tel un notaire de village, toutes les preuves scripturaires.

UNE FORTUNE À ÉVALUER

Trois millions de livres... au moins ! C'est l'estimation minimale de la fortune personnelle de Lesdiguières. Celle à laquelle on peut aboutir en additionnant la valeur de l'ensemble de ses biens, soit le cumul du total des montants de ses acquisitions immobilières, de ses recettes moyennes annuelles, de la plus-value apportée à ses bâtiments grâce aux divers travaux effectués et, enfin, des sommes d'argent restant à encaisser lors de sa mort survenue en septembre 1626. On pourrait encore leur ajouter un halo de

1 BMG, R 7624, 8°.

richesses constitué de carrosses, montures, tableaux – évalués à « beaucoup de milliers de florins d’or » d’après le récit du voyageur polonais Abraham Gölnitz², de bijoux et autres biens meubles... voire des dots généreusement attribuées à ses filles, estimées à 700 000 livres pour la plus importante d’entre elles (deux millions de livres en tout)³, ce qui porterait l’ensemble au-delà des cinq millions de livres tournois.

Une fortune qui se situe entre trois et cinq millions de livres... L’amplitude de l’imprécision est élevée, direz-vous! certes, mais il me semble plus honnête de rester dans une marge qui est celle du plausible, plutôt que de vouloir à tout prix arrêter un montant fixe qui, avouons-le, serait certainement faux.

Si l’on en reste prudemment aux comptes de Jérémie Mathieu, il s’agirait donc d’un minimum de trois millions de livres environ, soit l’équivalent de 7 % des recettes annuelles de l’État en 1626, recettes qui s’élevaient cette même année à 44 130 616 livres tournois⁴. Si l’on reprend les équivalences établies par Françoise Bayard à partir du prix du froment de 1599, on arriverait à une estimation peut-être plus parlante pour l’homme d’aujourd’hui de 36,67 tonnes d’argent fin⁵. La somme est colossale, surtout si on la compare aux quelque 180 livres qu’à la même époque un simple journalier peinait à gagner en une année d’efforts. Elle est énorme également si l’on considère les revenus modestes qui constituaient le capital premier du jeune François de Bonne dans les années 1560. À cette époque, Lesdiguières, qui se définissait comme « l’un des moindres gentilshommes » de la province en temps de paix, bénéficiait de 700 livres tournois de rentes annuelles. Entre-temps, il est vrai, l’ascension avait été peu commune : simple seigneur des Diguières, Serres et Rosans en 1582, il est lieutenant général du Dauphiné en 1597, maréchal de France en 1609, duc de Champsaur et pair en 1611, et enfin connétable en 1622.

Cette réussite impressionnante ne laissa pas d’étonner les contemporains eux-mêmes. À commencer par les grands manieurs d’argent qu’étaient les financiers du XVII^e siècle dont les rayonnages des bibliothèques s’ornaient volontiers de l’édifiante et non moins « enrichissante » *Histoire de la vie du Connestable* écrite par Louis Videl⁶. Même les langues acérées des célèbres « Caquets de l’accouchée », qui fleurissaient dans le Paris de 1622, lui reconnaissaient cette vertu, sur tous les autres grands courtisans, d’avoir su s’enrichir dans des proportions exceptionnelles ou plutôt « merveilleuses » comme on disait alors :

2 « Description d’Abraham Gölnitz », *Le Dauphiné et la Maurienne au XVII^e siècle*, A. Macé trad., 1858, p. 74.

3 *ACL*, I, introduction, p. XLVII.

4 Françoise Bayard, *Le monde...*, *op. cit.*, p. 41.

5 Une livre de 1599 équivaldrait à 0,115 setier de froment soit 0,0000117 tonne d’argent fin. Françoise Bayard, *ibid.*

6 Françoise Bayard, *ibid.*, p. 429.

« ce que je trouve de meilleur en luy, c'est qu'il est riche, Dieu mercy, des bons coups qu'il a faits aux eglises du Dauphiné »⁷.

Cette fortune, aussi importante soit-elle, est pourtant loin d'être la première de France au début du Grand Siècle. À la même époque, le duc de Sully, de seize ans le cadet de Lesdiguières, est déjà à peu près au même niveau. Il atteindra les cinq millions à sa mort, en 1641, dont trois millions précisément rien qu'en biens fonciers⁸. La fortune des princes du sang et des princes étrangers se situe généralement entre quatre et dix millions, voire au-delà pour certains comme les Condé⁹. Celle de favoris, comme le couple Concini, démesurément enrichis en quelques années au service de la reine Marie de Médicis, pouvait s'estimer à huit millions au moment de leur disgrâce en avril 1617¹⁰. Quant à celle d'un ministre principal, comme le cardinal de Richelieu, elle culmina autour des vingt millions de livres¹¹. Enfin, pour achever de relativiser la fortune de Lesdiguières, soulignons que lors de la longue agonie de la Ligue, à la fin du XVI^e siècle, le roi Henri IV, qui ne regardait pas à la dépense, distribua des sommes considérables pour accélérer la reddition des principaux chefs rebelles : le jeune duc de Guise reçut près de quatre millions de livres des mains du roi ; Charles de Cossé-Brissac un million sept cent mille en 1595¹².

Mais c'était là de l'argent acquis à bon compte. Ce qui fait l'extraordinaire de la fortune de Lesdiguières réside moins dans son volume que dans la manière exceptionnelle dont elle se bâtit : c'est une fortune conquise de haute lutte, pour ne pas dire rapinée avec patience... Elle ne fut pas en effet acquise avec la fulgurance de favoris couverts d'or par leur souverain. Il fallut à Lesdiguières plusieurs décennies d'efforts pour accumuler son magot, presque toute une vie, qu'il eut longue heureusement, et souvent emprunter des chemins aussi tortueux que ceux de son Champsaur natal...

Si les livres de comptes de Jérémie Mathieu ne nous expliquent pas comment s'est faite la fortune de Lesdiguières, ils conservent en revanche la trace de sa matérialisation et de sa gestion quotidienne à une époque qui correspond à celle de sa plénitude.

7 *Le passe-partout du caquet des caquets de la nouvelle accouchée*, 1622, p. 16.

8 Isabelle Aristide, *La fortune de Sully*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1990, p. 91-92.

9 À sa mort, en 1646, Henri II de Bourbon laissait à ses héritiers une fortune considérable de plus de 16 millions de livres. Katia Béguin, *Les princes de Condé, rebelles, courtisans et mécènes dans la France du Grand Siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 1999, p. 54.

10 Pierre Chevallier, *Louis XIII*, Paris, Fayard, 1979, p. 143.

11 Françoise Bayard, *Le monde...*, *op. cit.*, p. 416.

12 Laurent Bourquin, *Les nobles, la ville et le roi*, Paris, Belin, 2001, p. 205.

UNE COMPTABILITÉ ENTRE RATIONALITÉ ET ANARCHIE

Au début du XVII^e siècle, la comptabilité est encore un « art » plus qu'une science. On la pratique dans le sillage de Luca Pacioli dont la *Summa de arithmetica, geometrica, proportioni et proportionalita*, publiée en italien en 1494 puis en latin en 1523, reste la grande référence¹³. C'est grâce à ce moine italien que les techniques comptables se rationalisent, en particulier par la diffusion à grande échelle de la comptabilité à double entrée dont il se fait le chantre. Pour Alfred W. Crosby, la généralisation du « style vénitien » dans les pratiques comptables aurait eu des conséquences déterminantes sur l'esprit occidental et son habitude à répartir le monde en *plus* et en *moins*, blanc et noir, bon et mauvais, utile et inutile¹⁴.

Jérémie Mathieu, le comptable de Lesdiguières, avait probablement lu Pacioli ou l'un de ses nombreux épigones du XVI^e siècle; cependant, sa comptabilité se présente d'une manière fort simple si on la compare à celle des grands marchands banquiers de son temps. Chacun des quatorze livres de comptes qui nous sont parvenus est partagé en deux : une première partie du livre consacrée aux recettes et une seconde aux dépenses. Chacune des parties détaille les différentes opérations qui sont soigneusement numérotées : nature, crédeur ou débiteur, montant (en lettres et en chiffres), échéance, éventuellement date du contrat et nom du notaire. Au bas de chaque page figure le montant total des opérations effectuées. Avec le volume des opérations qui augmente, les recettes sont réparties en trois grands postes différenciés à partir de 1613. Outre le report du solde de l'année précédente, il s'agit des arrentements, pensions et dettes des particuliers.

Les dépenses, généralement établies à tout venant, font, elles aussi, mais dans une moindre mesure, apparaître des postes particuliers, comme celui attribué à l'argentier en titre ou au Maître d'hôtel de Lesdiguières : 24 600 livres en 1617. Pour la vicomté de Villemur, il est explicitement dit que « Monseigneur se fait donner compte particulier ». Ce qui confirme l'existence de comptabilités secondaires, indépendantes de celle de Jérémie Mathieu, et dont le détail par conséquent échappe à l'historien. Sans compter que l'argent officiellement dépensé pour telle chose dans le livre de compte peut en réalité l'avoir été pour une autre. Déageant rapporte dans ses mémoires que le roi Henri IV lui-même se livrait à cette pratique de détournement. Ainsi lorsque le roi jouait, après avoir retiré officiellement une somme dans ce but, il en glissait discrètement une partie dans les poches de son agent afin de lui permettre d'accomplir quelque secrète besogne. Cette pratique de l'argent secret entraine dans le fonctionnement ordinaire de l'État, et quand le secrétaire d'État Villeroy remettait certaines sommes à Déageant, il ne manquait jamais de lui dire : « Vous pouvez assurer le roi que je ne

13 Alfred W. Crosby, *La mesure de la réalité*, Paris, Allia, 2003, p. 210-218.

14 Alfred W. Crosby, *ibid.*, p. 216.

me suis point inquiété de ce que vous devez faire de ces parties. »¹⁵ Combien de fois, à l'image de Villeroy, Jérémie Mathieu ne s'est-il « point inquiété » ?

À la fin de chaque partie figure le montant des opérations et à la fin de chaque registre le bilan général. Il récapitule, comme il se doit, les montants des dépenses, des recettes et des sommes non reçues pour en tirer le solde de l'année. Celui-ci est présenté annuellement au conseil, dont s'entourait Lesdiguières pour gérer ses biens, et apuré par un second comptable, Jean Thonnard (ou Thonard), commis à la recette des finances et commissaire des guerres en Dauphiné. Lesdiguières peut alors apposer sa signature à côté du bilan final, toujours précédée de la mention lapidaire : « j'approuve ce compte » ou, encore plus simplement : « j'approuve ». La numérotation de chacune des opérations pouvait aisément lui permettre, sinon de tout vérifier dans le détail, du moins d'effectuer un rapide contrôle de la bonne gestion de l'ensemble de ses biens.

Les choses seraient trop simples si l'on s'en tenait là. Outre les habituelles injures du temps, qui ont eu pour conséquence de faire disparaître les années 1606, 1607, 1612, 1614, 1618, 1620, s'ajoute la tenue fort peu rigoureuse à nos yeux post-cartésien des comptes de Jérémie Mathieu. Ainsi, un registre mêle fréquemment plusieurs années : comme le registre 2 qui va du 27 février 1608 au 21 juillet 1609. Le registre 3 de son côté se voit rajouter les six derniers mois de l'année 1609 et une partie des comptes de 1611, l'ensemble mêlé à des transactions de 1610. On retrouve évidemment le problème en 1611-1612, le tout, bien sûr, sans aucune explication du comptable. En 1624, ce sont des sommes de 1625 et 1626 qui sont rajoutées aux dépenses, vraisemblablement des dépenses faites en 1624, mais payées une ou deux années plus tard. À moins qu'il ne s'agisse d'un désordre comptable résultant de la mort du connétable survenue précisément en 1626... À l'historien de démêler cet écheveau, s'il le peut !

De telles pratiques d'intrication n'ont cependant rien de très étonnant pour ceux qui se frottent aux comptabilités des siècles passés. Elles sont relativement courantes à cette époque et se retrouvent même jusqu'au sommet de l'État. Mais dans quelle mesure cette anarchie était-elle ordinaire ? Ne pouvait-elle pas dissimuler, ou à tout le moins favoriser, des opérations frauduleuses ? Surtout lorsque les versements étaient effectués par des officiers de la couronne : présidents ou auditeurs de la chambre des comptes, receveurs des états provinciaux et commissaires des guerres en Dauphiné... qui se trouvent parfois être aussi des proches de Lesdiguières, l'un de ses intendants et comptables, comme dans le cas de Jean Thonnard ! C'est ce qui explique qu'une partie des sommes perçues soit ensuite reversée par Lesdiguières pour payer lui-même

15 *Mémoires de Monsieur Deageant envoyez à Monsieur le cardinal de Richelieu contenant plusieurs choses particulières et remarquables arrivées depuis les dernières années du Roy Henri IV jusques au commencement du ministère de Monsieur le Cardinal de Richelieu*, Grenoble, chez Charvys, 1668, p. 5.

sa gendarmerie : deux compagnies de gardes composées d'arquebusiers à cheval, sous le commandement des capitaines Ventevol et Blanc. Pour une compagnie de gendarmes, ce sont 4 375 livres le quartier, qui lui sont payées par le sieur Pourroy, receveur des États, en 1608¹⁶. Pourtant, en 1611, Lesdiguières ne reverse que 6 000 livres pour une demi-année de solde¹⁷, 13 200 livres pour l'année, en 1619, directement au payeur de la gendarmerie de France¹⁸. Si la prévarication et la concussion sont alors poursuivies comme des crimes graves, la frontière entre les domaines relevant du public et du privé n'est à cette époque pas aussi étanche qu'elle l'est, ou cherche à l'être, aujourd'hui. Et pour qui savait habilement aller de l'un à l'autre, il y avait certainement de quoi faire son profit.

Ces pratiques, qui se situent entre un honnête ordinaire et un interlope banal, nous poussent en tout cas à considérer avec la plus grande prudence les bilans, plus ou moins « annuels », de Jérémie Mathieu. Et cela en dépit du fait qu'ils sont toujours apurés par le commissaire Thonnard et contresignés de la main même de Lesdiguières. Il s'agit de valeurs à prendre non pas de manière absolue, mais avant tout comme des estimations. Ainsi, d'une année sur l'autre, le montant des sommes brassées par le comptable peut-il être extrêmement variable : plus de 700 000 livres en 1608, à peine 100 000 en 1623. Ce qui reste remarquable cependant, c'est la permanence des opérations bénéficiaires sur cette période : Le solde de Lesdiguières est constamment positif, sauf pour le cas particulier de 1624 que nous avons déjà évoqué. Il oscille souvent entre 40 000 et 100 000 livres mais peut descendre jusqu'à 20 000 livres en 1622.

Le détail des opérations financières nous apporte en revanche des informations beaucoup plus fiables sur la manière dont Lesdiguières engrangeait ou dépensait son argent.

DES RECETTES MULTIPLES ET RÉGULIÈRES

Les recettes permettent de répertorier précisément les nombreuses sources qui venaient annuellement grossir l'immense fortune de Lesdiguières. Les registres de Jérémie Mathieu les divisent en trois parties principales : les « recettes » proprement dites, les « pensions », les « rentes et debtes des particuliers » (voir annexes, p. 354).

Le plus gros affluent, entre 80 000 et 50 000 livres sur la période, provient de la partie dite des « recettes ». Ce ne sont quasiment jamais les bénéfices liés à la vente d'un bien, car Lesdiguières est d'abord un acheteur insatiable, à tout le moins un échangeur de terres. Ces « recettes » contiennent donc le revenant-bon des diverses propriétés et autres droits possédés en Dauphiné et ailleurs : principalement des seigneuries et leurs

16 R 6150-2, recettes de 1608, f° 2v.

17 R 6150-5, dépenses de 1611, f° 38v.

18 R 6150-10, dépenses 1619, f° 79.

terres, les droits, greffes, chevage (« chevence »¹⁹), « laide et banchage »²⁰ et autres judicatures ; des prieurés et châtelainies avec leurs châteaux, granges et maisons, voire « cabane » ; des vignes, prés, bois, étangs, moulins, pigeonniers ; des scieries, fours ainsi que des ponts, comme à Claix près de Grenoble et Vizille ; des mines (La Mure) et des hauts-fourneaux (Vaulnaveys et Vizille) . . . Ces biens sont le plus souvent affermés ou « arrentés », parfois par tiers, pour quatre, cinq, voire sept années à des particuliers à qui Lesdiguières prête quelquefois jusqu'au capital de départ nécessaire à l'affermage, et sur lequel il perçoit bien sûr des intérêts . . . Les fermiers versent leur écot en argent, chandelles, agneaux et chapons, à échéances fixes deux fois l'an : généralement à Pâques et à la Toussaint ou à la Saint-Jean et à Noël. Le tout conformément aux modalités stipulées par le contrat notarié, acte dont la date de signature et le nom du notaire sont généralement rappelés par le comptable. Si ce n'est pas le cas, ce qui se produit à de rares occasions, c'est que l'affaire a été conclue en confiance et l'arrentement « verbalement baillé ». Il peut aussi s'agir de corvées annuelles, converties en numéraires, dont le prix est versé par des communautés à leur seigneur : 300 livres par exemple pour la ville et mandement de La Mure en 1617.

À ce premier affluent, il faut ajouter les multiples « pensions », « rentes et debtes des particuliers » qui reviennent annuellement, pour la Saint-Michel, plus exceptionnellement pour la Saint-Barthélemy, au créancier Lesdiguières. En échelonnant de fête en fête les échéances de ses « recettes » et pensions, Lesdiguières a ainsi un apport régulier d'argent frais tout au long de l'année, une année à vrai dire aux résonances beaucoup moins liturgiques que mercantiles. Les « pensions », qui se distinguent mal des « debtes des particuliers », sont généralement tirées des nombreuses communautés villageoises dont il est le seigneur : issues des gabelles et autres portions à prendre sur les fruits d'un bénéfice, des nombreux arrérages laissés derrière eux par les anciens fermiers, mauvais payeurs, et surtout les « légitimes apports » (intérêts) tirés de nombreux prêts consentis au denier vingt ou douze tant aux communautés qu'aux particuliers. En tout, entre 60 000 et 20 000 livres de revenus selon les années.

Mis bout à bout, tous les individus et les communautés qui apparaissent au fil des pages des registres des recettes dessinent une immense toile de débiteurs, clients et autres dépendants. Tous ont affaire avec Lesdiguières qui les tient moins sous sa botte que par la force d'un acte contractuel, celui d'une « obligation » scellée devant notaire, ou d'une « promesse » faite sous seing privé.

19 Cens dû au seigneur.

20 Laide : droit levé sur les marchandises et bestiaux vendus aux foires ou marchés. Banchage : droit payé par les marchands pour le banc sur lequel ils étalaient.

DES DÉPENSES CONTRÔLÉES

Les dépenses sont plus diversifiées et l'on reviendra en détail sur cet aspect ultérieurement. On peut néanmoins signaler ici leur principal intérêt, celui de mettre en valeur le fonctionnement d'une grande maison et de dégager les centres d'intérêts de son maître : travaux d'entretien des bâtiments, décorations, équipements domestiques, alimentation, écuries, jardins, famille, personnel, gendarmerie, déplacements et séjours, notamment parisiens, acquisitions, frais d'écritures, remboursements divers, prêts, travaux agricoles et industriels, festivités, jeux et chasse, habillement, soins médicaux, culture et religion... (voir annexes, p. 355).

On aborde ici le train princier qu'adopte Lesdiguières au cours de ces années décisives du règne d'Henri IV, qui le voient passer d'une noblesse encore seconde et provinciale à la fin du XVI^e siècle, au rang de prince, pair du roi puis de connétable de France... Autant d'étapes marquées dans les livres de comptes de Mathieu par les investissements idoines, ne serait-ce que pour le rhabillage et autre « emplumage » des carrosses destinés à transporter leur illustrissime propriétaire.

La grande période des acquisitions foncières est en grande partie passée lorsque s'ouvrent les livres de comptes de Jérémie Mathieu. Elle ne sera cependant jamais interrompue, et ce jusqu'à la mort du connétable, en 1626. L'essentiel des achats a été effectué entre 1589 et le début du XVII^e siècle. 1608 marque la dernière grande vague d'investissements avec plus de 70 000 livres de biens acquis en terres et seigneuries. En 1610 toutefois, c'est encore l'achat du marquisat de Treffort et, en 1615, celui de la baronnie de Pont-de-Veyle...

Entre 1605 et 1624, on remarque surtout la place considérable occupée par les travaux effectués sur les bâtiments : construction, réfection ou embellissement. Il s'agit principalement de l'hôtel de la Trésorerie à Grenoble, transformé de fond en comble, et du grand château édifié *ex nihilo* à Vizille. En vingt ans, ce sont au moins 200 000 livres qui sont investies dans les aménagements de ce château, et près de 100 000 dans les autres bâtiments possédés par Lesdiguières principalement en Dauphiné. À ces frais, il faut ajouter les divers équipements, décorations intérieures (tapisseries, peintures, boiseries, etc.), et les aménagements des jardins qui sont pour lui un souci constant. Une foule d'artisans appartenant à tous les corps de métier est ainsi mobilisée sans relâche autour de lui et de ses propriétés. À Grenoble et Vizille surtout, où les chantiers sont permanents, la vie économique semble littéralement tourner autour des besoins du maréchal-duc. Sa fortune fait incontestablement celle de Grenoble et Lesdiguières saura, à l'occasion, la brandir comme une menace afin d'obtenir plus rapidement satisfaction de la part des consuls.

Les gages et entretien du personnel, qui englobent domestiques et officiers de la maison, englobent en moyenne entre 3 500 et 4 500 livres chaque année. Sans compter l'alimentation et les vêtements dont le budget enfle entre 1605 et 1624. Les dépenses de bouche passent ainsi de quelques centaines de livres à plusieurs milliers. S'y ajoutent ponctuellement les événements festifs, comme les mariages, les « promotions » de Lesdiguières, ainsi que les déplacements, notamment à la cour, et l'entretien de somptueux équipages de chevaux et de mulets. Les écuries englobent à elles seules des sommes non négligeables : plus de 3 600 livres en 1622. Gendarmerie, remboursements et autres frais divers liés aux affaires ou aux terres mises en cultures sont également à prendre en compte. Leurs montants varient beaucoup selon les années, notamment pour ce qui concerne les remboursements, mandats et autres rabais que Lesdiguières doit honorer ou consentir. Ils représentent des sommes considérables qu'il n'est pas aisé de détailler : jusqu'à 113 139 livres en 1608.

La part personnelle, celle des plaisirs, de l'apparence et du soin apporté à son corps, paraît un peu noyée dans cet océan de dépenses fonctionnelles, mais elle existe. On la voit discrètement poindre à travers l'attrait, certes modéré mais bien réel, de Lesdiguières pour le jeu ou la chasse qui nécessite l'entretien d'un chenil. Il ne répugne pas à l'achat de bijoux, davantage pour sa compagne Marie Vignon que pour lui-même, et de quelques riches parures. Le soin du corps et son hygiène sont extrêmement limités. Ils passent par l'achat régulier de quelques médecines qui trahissent le délabrement irrémédiable d'un corps vieillissant, ainsi que par l'équipement, qui reste tout à fait exceptionnel, en bassins, pots et chaises percées pour lui ou pour son personnel.

Le côté pratique semble le plus souvent l'emporter chez Lesdiguières, beaucoup plus enclin à renouveler ses paires de bottes et ses chevaux qu'à acheter des onguents pour le soin de son corps. Sans parler du souci de l'âme du connétable, quasi invisible, hormis peut-être dans quelques timides charités à l'égard ici d'un pasteur, là d'une église ou d'un prisonnier.

Lesdiguières est plus généreux à l'égard de sa famille : 88 600 livres de dot pour sa fille Françoise en 1611. Un budget particulier se dégage progressivement en faveur de ses petits-fils, les comtes de Sault et de Canaples, et surtout de Marie Vignon, sa maîtresse, qui devient son épouse légitime en 1617 : Lesdiguières se cherchait alors un héritier. À travers les dots de ses filles et les égards pour sa jeune maîtresse, il faut voir certes des marques d'affection naturelles, mais aussi la mise en œuvre d'une véritable stratégie d'édification dynastique que le connétable, grand calculateur, saura mener à son terme.

« UNE SORTE D'ESPRIT POUR FAIRE FORTUNE » ?

« Il faut une sorte d'esprit pour faire fortune, et surtout une grande fortune : ce n'est ni le bon ni le bel esprit, ni le grand ni le sublime, ni le fort ni le délicat ; je ne sais précisément lequel c'est, et j'attends que quelqu'un veuille m'en instruire. »²¹

On peut s'interroger avec La Bruyère sur la nature de « l'esprit » qui conduit à la grande fortune, du moins tenter de dégager quelques-uns des ressorts profonds qui purent animer Lesdiguières et expliquer son extraordinaire enrichissement. On sait que si les chiffres renvoient d'eux-mêmes à une certaine rationalité, il est cependant des déséquilibres quantitatifs qui suggèrent le déraisonnable, des « folies » qui délient les bourses au-delà de toute mesure, parfois jusqu'à la ruine. Ce n'est pas « l'esprit » qui anime Lesdiguières. Lui, au contraire, saura toujours faire preuve de prudence et de mesure dans la gestion de ses biens. À tel point que, s'il arrive au connétable de jouer aux jeux de hasard, si prisés à son époque, il ne laisse que peu de plumes à la fortune des dés comparativement à l'ampleur de ses biens : 723 écus en 1605, 75 pistoles d'Italie en 1624. Son gendre, Charles de Créquy, ne pouvait pas en dire autant, qui se couvrit de dettes au jeu... heureusement rachetées par son riche et raisonnable beau-père. La prudence de Lesdiguières valait pour deux !

Le déséquilibre comptable, s'il en est, est donc ici toujours sage, mesuré, quasi vertueux, car forcément du bon côté, celui des recettes. C'est en moyenne plusieurs dizaines de milliers de livres de bénéfice net qui entrent annuellement dans les caisses du connétable. Une aubaine dans un pays ruiné par trente-six années de guerres civiles. Lesdiguières certes dépense, mais, en bon ménager, ne perd jamais d'argent. Pour Max Weber, il aurait incarné à merveille cet « esprit du capitalisme » – celui peut-être que cherchait à cerner en vain La Bruyère en 1688 ? – qu'il associait exagérément à l'essor des pays protestants d'Europe du Nord²². Il y a en effet chez Lesdiguières une modernité dans le comportement qui contraste avec son temps. La vertu comptable de Lesdiguières, qui rappelons-le, supervise toujours personnellement sa comptabilité, a ceci de remarquablement moderne qu'elle est à l'exact opposé de la prodigalité nobiliaire qui tient encore la richesse « pour une chose vile »²³ : celle d'un Bayard, monument désargenté de chevalerie, celle des grandes familles telles que les Guises ou les Nevers qui, au XVI^e siècle, affichent encore leur mépris de l'argent en ruinant ostensiblement leur maison. Chez Lesdiguières, au contraire, la vertu est toute bourgeoise. Elle réside moins dans le don dispendieux que dans l'avoir sainement géré, celui de l'économie et de l'épargne, qui fructifie silencieusement. Les comptes de Jérémie Mathieu nous

21 Jean de La Bruyère, « Des biens de fortune », 38, *Les Caractères*, Paris, Classiques français, 1993, p. 159

22 Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, [1901], Paris, Plon, 1995, 286 p.

23 Cité par Laurent Bourquin, *La noblesse dans la France moderne (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Belin, 2002, p. 16.

montrent que la fortune nourrit la fortune, que l'argent engendre l'argent. Un argent, placé opportunément dans la pierre et dans la terre, mais un argent également prêté ou investi dans des activités industrielles rentables telles que les mines, le papier ou les forges. L'esprit des marchands, qui pénètre alors très lentement la noblesse française, trouve en Lesdiguières un écho tout à fait exceptionnel. En un temps de démesure et d'à-peu-près, comme pouvaient l'être la fin du XVI^e siècle et le premier XVII^e siècle, il n'est pas exagéré de penser que cette approche rationnelle de la vie et des hommes, qu'il partageait avec son contemporain Sully, fut un des principaux facteurs de sa prodigieuse fortune ! Lesdiguières comme Sully savaient ce qu'il en coûtait de partir de peu dans l'existence. Quoique paré des plus hautes dignités du royaume, et à ce titre véritable parangon de la noblesse de son temps, le duc de Lesdiguières, pair et connétable de France, gardera un esprit comptable de petit-bourgeois. Celui du « bon mesnage » de Sully, fait d'épargne et d'économie, un « esprit » certainement plus proche de ses racines notariales du Champsaur que de l'identitaire aristocratique du Grand Siècle. La contradiction pouvait gêner. Comme pour la faire oublier, Sully rappela souvent ses illustres origines²⁴, tandis que Lesdiguières, de plus modeste extraction, se les inventa, grâce à la plume de ses habiles secrétaires.

24 Isabelle Aristide, *La fortune de Sully...*, *op. cit.*, p. 13.